

Le deuxième programme de coopération avec Millennium Challenge Corporation (Compact II)

Le gouvernement du Royaume du Maroc a conclu, le 30 novembre 2015, un deuxième programme de coopération (Compact II) avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, représenté par Millennium Challenge Corporation (MCC) et ce, dans l'objectif de rehausser la qualité du capital humain et d'améliorer la productivité du foncier.

Le budget alloué par MCC au Compact II, entré en vigueur le 30 juin 2017, s'élève à 450 millions de dollars, auquel s'ajoute une contribution du gouvernement marocain d'une valeur équivalente à 15% au moins de l'apport américain.

La mise en œuvre du Compact II a été confiée à l'Agence Millennium Challenge Account-Morocco (MCA-Morocco), établissement public géré par un Conseil d'orientation stratégique, présidé par le Chef du gouvernement et comptant parmi ses membres les ministres concernés par les projets du Compact II et des représentants des secteurs public et privé et de la société civile.

Le Compact II, dont la mise en œuvre devra intervenir dans un délai de cinq ans qui court à compter de sa date d'entrée en vigueur, s'articule autour de deux projets, à savoir « Education et formation pour l'employabilité » et « Productivité du foncier ».

Les objectifs de ces deux projets, qui s'inscrivent en ligne avec les Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI portant sur la valorisation du capital humain et la mobilisation du foncier au service de la promotion de l'investissement, convergent avec les objectifs des stratégies sectorielles engagées au Maroc, telles que la Vision 2015-2030 pour la réforme du système d'éducation et de formation, la Stratégie de la formation professionnelle 2021, le Plan national de promotion de l'emploi, le Plan d'accélération industrielle et le Plan Maroc Vert.

Le choix de ces deux projets, qui focalisent sur deux priorités nationales, est le fruit d'une analyse des contraintes à la croissance économique qui a été menée par le gouvernement et MCC, en collaboration avec la Banque africaine de développement (BAD) ; laquelle analyse a permis d'identifier la faible qualité du capital humain et son inadéquation avec les besoins des entreprises et la difficulté d'accès des investisseurs au foncier parmi les contraintes majeures.

Le projet « Productivité du foncier »

Le projet « Productivité du foncier », dont le budget est de l'ordre de 170 millions de dollars, vise l'amélioration de la gouvernance et de la productivité du foncier pour mieux répondre aux besoins des investisseurs et attirer davantage d'investissements grâce à la mise en œuvre de trois activités : « Gouvernance du foncier », « Foncier industriel » et « Foncier rural ».

L'activité « Gouvernance du foncier » (10,5 millions \$) permettra d'appuyer le Gouvernement dans (i) l'élaboration d'une stratégie foncière nationale et d'un plan d'action pour sa mise en œuvre, selon une approche participative favorisant la recherche du consensus et l'appropriation de cette stratégie par tous les acteurs ; et (ii) la mise en œuvre des actions prioritaires dudit plan d'action.

L'activité « Foncier industriel » (127 millions \$) porte sur la mise en œuvre des trois composantes suivantes : (i) l'apport d'une assistance technique aux parties prenantes, en particulier le ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Economie numérique (MIICEN), en matière de développement et de gestion des zones industrielles ; (ii) la conception d'un nouveau modèle de développement de parcs industriels durables et de revitalisation de zones industrielles existantes, tiré par la demande du marché et privilégiant le partenariat public-privé et la durabilité environnementale et sociale. Ce modèle sera mis en œuvre, à titre pilote, dans trois zones industrielles ; et (iii) la mise en place du Fonds des zones industrielles durables (FONZID) visant à soutenir des projets améliorant la gouvernance et la durabilité de zones industrielles existantes ou nouvelles. Ce fonds, mis en place conjointement avec MIICEN, est doté de 30 millions de dollars, dont 50% sera apportée par ce ministère.

L'activité « Foncier rural » (33 millions \$) a pour objectif de développer une procédure optimisée et simplifiée pour la transformation de la propriété dans l'indivision des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation et régies par le dahir n° 1-69-30 du 25 juillet 1969 en propriétés individuelles au profit des ayants droit (opération connue sous le nom « melkisation »). Cette procédure optimisée sera mise œuvre, à titre pilote, sur une superficie de près de 67.000 hectares de terres collectives situées dans les périmètre d'irrigation du Gharb (51.000 Ha) et du Haouz (16.000 Ha). Pour maximiser les retombées de l'opération de melkisation, des mesures d'accompagnement sont envisagées. Elles portent sur la facilitation de l'accès aux crédits bancaires pour la réalisation des investissements et la valorisation des terres melkisées, le renforcement des capacités des agriculteurs et le développement d'activités génératrices de revenus et d'emplois en faveur des femmes et des jeunes.

L'activité « Foncier rural »

L'activité « Foncier rural », dont le budget est de l'ordre de 33 millions de dollars et ayant pour objet la melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation, consiste en la transformation de la propriété dans l'indivision de ces terres en propriétés individuelles au profit des ayants droit.

Cette activité s'inscrit dans le cadre de l'application par le gouvernement des Hautes Orientations de Sa Majesté le Roi Mohammed VI appelant à « des efforts concertés pour faire aboutir l'appropriation, au profit des ayants droit et à titre gracieux, des terres collectives situées à l'intérieur des périmètres d'irrigation » (Message Royal aux participants aux assises nationales sur la politique foncière de l'Etat et son rôle dans le développement économique et social, décembre 2015) et à faire des terres collectives un levier pour le développement économique et social en milieu rural (Discours Royal d'ouverture de la session parlementaire d'automne, octobre 2018).

L'activité « Foncier rural » a pour objectif ultime la construction d'un modèle de développement des terres collectives dans les périmètres d'irrigation pour lutter contre la pauvreté en milieu rural, à travers la mise en place des conditions permettant l'amélioration du niveau de vie de la population cible, l'accroissement des investissements agricoles, la dynamisation du marché foncier, l'accompagnement socio-économique des bénéficiaires et la création d'emplois.

Les actions prévues dans le cadre de cette activité portent sur :

- **L'élaboration d'une procédure optimisée** en termes de coûts et de délais pour la melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation ;
- **L'application de cette procédure optimisée, à titre pilote, sur près de 67.000 Ha de terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation** : 51.000 Ha dans la zone du Gharb (provinces de Kénitra, Sidi Slimane et Sidi Kacem) et 16.000 Ha dans la zone du Haouz (province de Kelâa des Sraghna).

Le nombre de bénéficiaires directs de cette opération de melkisation pilote est estimé à environ 30.000 ayants droit. Ce nombre est appelé à augmenter au gré de la mise en œuvre de mesures d'accompagnement socio-économiques, actuellement en cours de développement.

En effet et pour maximiser les retombées de l'opération de melkisation, des mesures d'accompagnement sont également envisagées. Elles portent notamment sur la facilitation de l'accès aux crédits bancaires, le renforcement des capacités techniques et professionnelles des agriculteurs et le développement d'activités génératrices de revenus et d'emplois en faveur des femmes et des jeunes.

Des partenaires fortement engagés

La mise en œuvre de l'activité « Foncier rural » bénéficie de l'engagement actif des différents acteurs publics concernés par le développement du monde rural, et plus particulièrement des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation, et ce, en vue d'assurer un développement inclusif de la population cible et favoriser sa qualification et son autonomisation.

Ayant fait l'objet d'un accord d'exécution signé en date du 19 juillet 2018, la mise en œuvre de l'opération pilote de melkisation est menée grâce à la forte mobilisation des différentes parties prenantes, en l'occurrence le ministère de l'Intérieur, le ministère de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts, l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC) et les Offices régionaux de mise en valeur agricole du Gharb et du Haouz (ORMVAG et ORMVAH), appuyés par l'Agence MCA-Morocco.

Par ailleurs, et pour maximiser les retombées économiques et sociales des opérations techniques de melkisation, des mesures d'accompagnement sont prévues pour une meilleure valorisation agricole des terres melkisées, mais aussi pour un développement inclusif mettant le capital humain au centre des objectifs du projet. Ces mesures sont en cours de développement en partenariat avec des institutions nationales, à savoir :

- **L'Initiative nationale pour le développement humain (INDH)** en vue de la création d'activités génératrices de revenu et d'emplois en faveur des femmes et des jeunes.
- **le Groupe Crédit Agricole du Maroc** pour assurer un accompagnement financier au profit des bénéficiaires, à travers la facilitation de leur accès aux crédits bancaires, leur accompagnement dans l'élaboration des business plans et leur éducation financière. Un accord de partenariat a été signé à cet effet en date du 17 avril 2019.
- **l'Office national du conseil agricole (ONCA)** en vue du renforcement des capacités techniques et professionnelles des agriculteurs, à travers le conseil des agriculteurs sur les bonnes pratiques culturales, sur les opportunités de subventions octroyées par l'Etat et l'accompagnement des organisations professionnelles agricoles.
- **l'Agence nationale de lutte contre l'analphabétisme (ANLCA)** dans l'objectif d'assurer l'alphabétisation fonctionnelle des bénéficiaires pour renforcer leurs capacités en matière de comptabilité de base, de commercialisation et de gestion de projet et leur permettre une meilleure autonomisation.

Un partenariat qui donne déjà ses fruits

L'étroite collaboration des différentes parties prenantes concernées par l'opération de melkisation, à savoir le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts, l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC) et l'Office régional de mise en valeur agricole du Gharb (ORMVAG), a permis de réunir les préalables à la mise en œuvre de l'opération de melkisation en termes de réformes d'ordre juridique, à savoir :

- Le Code Général des Impôts (art. 129 alinea 17) exonérant les opérations d'attribution de lots réalisées conformément aux dispositions du Dahir n° 1-69-30 du 10 jourmada I 1389 (25 juillet 1969) relatif aux terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation.
- Le décret n° 2-16-135 du 20 avril 2016 relatif à l'exonération des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation des droits relatifs à l'immatriculation foncière, en application des Hautes Orientations Royales y afférentes.
- La circulaire conjointe n° 3726 en date du 23 juillet 2018 du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et forêts, relative à la procédure de melkisation des terres collectives situées dans les périmètres d'irrigation.